Chapitre de livre

2007

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

L'orientation professionnelle et les sciences de l'éducation: deux voies
contrastées

Thomann Jeanneret, Astrid; Schneuwly, Bernard; Lussi Borer, Valérie

How to cite

THOMANN JEANNERET, Astrid, SCHNEUWLY, Bernard, LUSSI BORER, Valérie. L'orientation professionnelle et les sciences de l'éducation: deux voies contrastées. In: Emergence des sciences de l'éducation en Suisse à la croisée de traditions académiques contrastées. Fin du 19e- première moitié du 20e siècle. R. Hofstetter & B. Schneuwly (Ed.). Berne : Peter Lang, 2007. p. 291–320.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:33686>

Chapitre 11

L'Orientation professionnelle et les sciences de l'éducation: deux voies contrastées¹

Astrid Thomann, Bernard Schneuwly et Valérie Lussi

Située au point d'articulation entre formation et insertion professionnelle, l'orientation professionnelle (OP)² se développe au début du 20^e siècle pour contribuer à la gestion optimale du système éducatif, confronté à la nécessité de répondre à la fois aux demandes sociales d'un public de plus en plus hétérogène et aux pressions économiques d'une formation adaptée aux nouvelles techniques de production. En Suisse, comme dans d'autres pays européens, les motifs qui président au développement de l'OP trouvent donc leur origine dans des nécessités à la fois éducatives, sociales et économiques qui aboutissent à l'émergence d'un nouveau champ professionnel dans le domaine de l'éducation. En effet, l'orientation professionnelle apparaît comme «un problème d'éducation, sinon le problème de l'éducation», écrit Julien Fontègne³ (Fontègne &

- 1 Pour ce qui concerne l'orientation professionnelle en Suisse romande et à Genève, ce chapitre intègre des données collectées dans le cadre de l'élaboration d'une thèse consacrée à cette problématique par Astrid Thomann.
- 2 Comme il est usuel en effet dans le champ, et comme le fait par exemple Eckert (1993) dans son étude, nous utiliserons dorénavant indifféremment le terme «orientation professionnelle» et son abréviation «OP».
- 3 Blessé pendant la Première Guerre mondiale, Fontègne est évacué vers la Suisse après six mois de captivité en Allemagne. Il est envoyé à Genève où il poursuit ses études à l'Institut Jean-Jacques Rousseau. Il contribue de manière décisive à la création du Cabinet d'orientation professionnelle qui est inauguré à l'Institut en 1918. Suite à son retour en France après la Guerre, Fon-

Luc, 1943, p. 3), – l'une des figures clé du développement de l'OP en France –, et l'orienteur est donc dans ce sens un éducateur (1932, p. 34; citations selon Eckert, 1993, pp. 11 et 199).

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, l'OP sera principalement destinée aux jeunes sortant de l'instruction obligatoire, récemment instaurée. A travers une politique de promotion de l'apprentissage en entreprise, elle vise ainsi à garantir l'insertion socioéconomique des couches sociales les moins favorisées tout en satisfaisant les nécessités économiques. Suivant cette logique, le processus d'orientation s'opère en deux temps: d'une part, la détermination des aptitudes individuelles [*Eignungen*] voire des préférences [*Neigungen*], et d'autre part leur confrontation avec les besoins de l'industrie.

A l'intersection de l'éducatif et de l'économique, l'orientation, à son origine, est gérée par des organismes liés au monde de l'économie tout en étant assumée, pour certains de ses aspects, par l'Etat et plus particulièrement par l'école et les enseignants⁴ qui jouent ainsi indirectement un rôle dans la formation de la main-d'œuvre. Par son positionnement social, l'OP doit donc être abordée selon deux points de vue: du point de vue du projet éducatif et social qui vise l'intégration professionnelle des jeunes à travers une meilleure formation; du point de vue économique, pour lequel l'objectif principal réside dans une répartition optimale des forces de travail. Quant au métier de conseiller de profession,⁵ nous verrons qu'il s'agit, pendant plusieurs décennies, d'une activité accessoire pour la plupart des personnes impliquées, notamment enseignants ou assistantes sociales⁶.

tègne fonde l'Office d'orientation professionnelle de Strasbourg et devient ensuite directeur du service régional d'orientation professionnelle pour l'Alsace et la Lorraine. Il créera par ailleurs, avec Henri Piéron, l'Institut national d'orientation professionnelle (cf. notamment Sauzède, 1995, pp. 56 et 97; Eckert, 1993, p. 108).

- 4 Dans l'immédiat après-guerre, James Schwar constate que «la presque totalité des orienteurs sont des membres du corps enseignant» (1945, pp. 216-217).
- 5 C'est la dénomination française utilisée par l'association fédérant les professionnels de l'OP afin de désigner la fonction d'orienteur durant la période considérée.
- 6 La distinction de genre s'explique en l'occurrence du fait que les conseillers de profession sont en général des enseignants, les conseillères des travailleuses sociales.

Partant du fait que l'orientation professionnelle fait partie du champ éducatif par sa fonction et par ses institutions, par son positionnement dans le tissu social et par son origine, le présent chapitre explore le rapport qui se construit entre l'OP et les offres qui se profilent dans le champ disciplinaire de référence, les sciences de l'éducation. Il interroge les conditions de développement de l'orientation professionnelle à travers l'analyse des concepts et des outils qui fondent sa mise en œuvre. Ce chapitre s'attache en outre à montrer quels sont les champs sociaux et/ou scientifiques qui alimentent éventuellement les instruments théoriques et pratiques relatifs à l'OP et, plus particulièrement, quelles sont ses relations avec la psychotechnique et les sciences de l'éducation: comment les différents acteurs vont-ils investir ce nouveau domaine en expansion? Les sciences de l'éducation naissantes se constitueront-elles comme champ de référence pour l'OP? Quelle est l'incidence sur ces processus des liens étroits de l'OP avec les intérêts économiques?

Ces interrogations découlent de la perspective définie dans cet ouvrage: celle de la possibilité d'existence d'un champ disciplinaire des sciences de l'éducation qui se construit en référence aux champs professionnels de l'éducation et des multiples formes concrètes que ce rapport peut revêtir. Sans adopter la même perspective, les quelques études consacrées à l'histoire de l'OP définissent le rapport aux champs scientifiques de manière contradictoire: soit l'orientation professionnelle est considérée comme fille de la psychotechnique, plus généralement de la psychologie expérimentale (Huteau & Lautrey, 1979); soit toute affiliation disciplinaire lui est niée et son évolution est analysée suivant une logique qui lui serait intrinsèquement propre (Hartwig, 1948). Une autre recherche encore voit dans l'alliance entre OP et psychotechnique le résultat d'intérêts communs, apportant rationalisation et technicité à la première, champ d'application et légitimité à la deuxième; le tout formant un dispositif concret au sens de Foucault, qui permet le contrôle social de la mobilité des individus tout en faisant abstraction du sujet acteur, «adaptation technique de la force de travail aux exigences du capitalisme» (Eckert, 1993, p. 291). Cette alliance, relativement puissante avant la Deuxième Guerre mondiale, se relâche brusquement en Allemagne, plus progressivement en France après la Guerre.

Pour répondre aux questions soulevées ci-dessus, nous mettons en rapport les deux champs sociaux qui nous intéressent: d'une part, le champ professionnel, pour la connaissance duquel nous nous basons sur le texte fondateur de l'association professionnelle relative à l'OP, ses rap-

ports annuels et des articles parus dans la revue que cette association publie jusqu'à aujourd'hui; d'autre part, le champ disciplinaire des approches scientifiques des phénomènes éducatifs, pour la connaissance duquel nous nous centrons sur deux sites, Genève et Zurich, dans lesquels les premiers et principaux instituts d'OP voient le jour au début du 20^e siècle. Ces deux sites, pour lesquels nous disposons de monographies et d'un vaste corpus de sources, sont d'autant plus intéressants à comparer qu'ils se développent selon des logiques contrastées (cf. chapitre 8), le premier par différenciation interne, le deuxième extériorisant des fonctions dans des institutions spécialisées.

Notre contribution adopte un point de vue qui vise pour l'essentiel à décrire les institutions créées par les acteurs et les relations qu'elles entretiennent entre elles. L'analyse des données selon ce point de vue nous permet de distinguer trois périodes différentes qui structurent le présent chapitre: une période dominée par l'idée de rationalisation du travail, une deuxième marquée par l'exclusion paradoxale de l'éducatif du champ professionnel et une troisième qui voit s'esquisser une différenciation de l'OP.

EFFERVESCENCE SOUS LA DOMINATION DE PROMESSES DE RATIONALISATION DU TRAVAIL (1916-1927)

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE: UNE PROFESSION QUI ÉVOLUE SELON SA PROPRE LOGIQUE

C'est en 1916 que se crée en Suisse la première association qui se donne pour but explicite la *Berufsberatung*, l'orientation professionnelle.⁷ Durant la période de 1916-1927, on assiste à une multiplication d'offices d'orientation professionnelle organisés de manière fédéraliste et présen-

7 Il existe certes une organisation fondée en 1902 qui assume déjà des initiatives dans le domaine. Mais on peut néanmoins dire que c'est depuis 1916 que l'orientation professionnelle devient un des buts principaux de l'ASCAPA (Association Suisse de Conseils d'Apprentissage et de Protection des Apprentis/*Verband der Schweizerische Lehrlingspatronate und Lehrlingsfürsorge*). En effet, celle-ci est rebaptisée, à cette date, Association suisse pour l'orientation professionnelle et la protection des apprentis (ASOPPA) – *Schweizerischer Verband für Berufsberatung und Lehrlingsfürsorge* (SVBL) (voir Heiniger, 2003; voir

tant de nombreuses particularités régionales et cantonales (Heiniger, 2003, p. 187). Souvent, les offices d'orientation professionnelle se constituent sur une base d'utilité publique, philanthropique ou économico-privée, avant d'être convertis en organismes communaux, cantonaux ou d'intérêt collectif.

C'est l'ASOPPA qui diffuse à l'échelle nationale l'idée d'orientation professionnelle au travers de ses assemblées annuelles et de ses cours de formation générale. Cette association possède un ancrage important dans les réseaux économiques, mais aussi dans les milieux associatifs, éducatifs et plus largement au niveau des autorités politiques puisqu'elle rassemble des représentants de tous ces bords: associations patronales, associations d'employés et ouvriers, autorités cantonales, offices cantonaux d'orientation professionnelle et de protection des apprentis, offices privés d'orientation professionnelle, patronat d'apprentis et protection de la jeunesse, écoles et instituts, entreprises commerciales et industrielles et enfin membres individuels. Hormis la promotion de l'orientation professionnelle, elle ambitionne de regrouper tous les conseillers en OP au sein de l'association et d'unifier la profession en proposant une formation commune. Les membres de cette profession sont pour une grande part des enseignants et des assistantes sociales qui exercent leur activité à temps partiel, sans formation préalable approfondie. L'existence de l'association est d'autant plus importante pour donner à la profession un statut et garantir un minimum de formation commune. La profession se développe donc assez rapidement et de manière autonome avec ses propres organes et sa propre idéologie.

Très rapidement, la profession rencontre la psychotechnique. Il semble bien que le lieu emblématique de cette rencontre soit Genève. C'est en effet là qu'a lieu, en septembre 1920, le Cours d'orientation professionnelle mis sur pied annuellement par l'ASOPPA. La manifestation compte près de 300 participants: un nombre qui ne sera plus jamais

le compte rendu de l'Assemblée générale de 1916 in *Schweizerische Gewerbe-Zeitung/Lehrstellenanzeiger*, 33(45), 4.11.1916). Nous utiliserons ce dernier sigle dans sa version francophone pour désigner ladite association. En 1966, l'association changera de nom une nouvelle fois pour devenir l'Association suisse pour l'orientation scolaire et professionnelle (ASOSP); l'élargissement du champ professionnel que symbolise le changement de nom est abordé en fin de ce chapitre.

atteint pour aucun cours de ce genre jusqu'en 1945.⁸ Parmi les interventions, on notera celles de Fontègne sur «Les bases scientifiques de l'OP», de Pierre Bovet* sur les «Recherches expérimentales des aptitudes professionnelles» et de De Maday, professeur de sociologie à Neuchâtel, sur «La méthode d'enquête dans les professions». La profession s'intéresse de toute évidence aux approches scientifiques et choisit Genève pour créer les premiers liens officiels entre ces dernières et les pratiques professionnelles.

D'ailleurs, les deux jours suivants le Cours d'orientation professionnelle, l'Institut J.-J. Rousseau (IJJR) et le Laboratoire de psychologie de l'Université de Genève organisent une rencontre entre ceux qui, en Europe, ont étudié les bases scientifiques de l'orientation professionnelle, plus particulièrement les aptitudes. Il s'agit de la 1^{ère} *Conférence internationale de psychotechnique appliquée à l'Orientation professionnelle*⁹ qui, comme le disent Carpintero et Herrero (s.d.), «became a landmark in the history of psychotechnology» donnant ainsi le coup d'envoi de la psychologie appliquée en Europe. Comment Genève peut-elle d'emblée prendre cette place? Rappelons quelques éléments essentiels.

L'IJJR¹⁰: DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE
 COMME TÂCHE ÉDUCATIVE VERS UN ENGAGEMENT
 DANS LA RATIONALISATION DU TRAVAIL

L'IJJR crée en 1918 un «Cabinet d'orientation professionnelle» qui est le premier établissement suisse de ce type. Fontègne joue un rôle majeur dans cette création en initiant entre 1917 et 1918 plusieurs recherches sur la question des aptitudes nécessaires à l'exercice de métiers et sur celle des choix professionnels des élèves en fin de scolarité. Située à l'interface de la formation et de la profession, l'orientation professionnelle suscite l'intérêt des milieux éducatifs comme celui des milieux de l'indus-

8 Il s'agira de journées organisées en collaboration avec la Fondation suisse pour la psychotechnique réunissant 400 participants. Nous reviendrons sur ces journées (Berufsberatung & Berufsbildung, 1947, pp. 1-74).

9 C'est par ce titre que la désigne Claparède (1921) dans son compte rendu de la conférence (p. 177).

10 Pour tous les passages concernant les sciences de l'éducation genevoises, nous nous basons sur de très nombreuses sources dont on trouve le détail in Hofstetter (à paraître).

trie et du commerce. L'Institut est ainsi amené à répondre aux sollicitations des uns et des autres et à satisfaire des buts très différents tantôt d'ordre social et pédagogique tantôt d'ordre économique. Il remplit des mandats pour des institutions scolaires, en particulier des écoles professionnelles qui souhaitent assurer la sélection de leurs élèves (Ecole d'horlogerie de Saint-Imier, Technicum du Locle, Ecole des métiers de Lausanne, Ecole d'horlogerie de Genève), mais aussi pour des entreprises qui visent une sélection de leurs candidats à l'emploi selon les aptitudes (PTT, CFF, Dubied à Couvet). Cette ouverture vers l'industrie est formalisée par un accord avec l'Association Suisse pour l'organisation rationnelle du travail (ASORT) prévoyant la collaboration de l'Institut qui offre ainsi ses services aux milieux industriels pour la sélection du personnel et l'amélioration de l'organisation du travail au sein des entreprises.¹¹

En 1919, l'IJJR participe également à la création de l'Office privé des apprentissages qui encourage la formation professionnelle, notamment à travers la promotion de l'apprentissage. De plus, il est chargé de sélectionner, dans son cabinet d'orientation professionnelle, les boursiers de la Fondation *Pour l'Avenir* qui vise à faciliter l'accès aux études secondaires, voire universitaires à des élèves méritants venant des milieux modestes.

Face à des sollicitations aussi diverses, l'Institut est amené à organiser institutionnellement et scientifiquement ce nouveau champ d'activité à travers la création en octobre 1922 d'une *section de technopsychologie* qui se constitue autour des deux pôles: la recherche et la formation. Concernant cette dernière, l'IJJR vise un enseignement de type académique doublé d'une formation à la pratique dans le cadre du cabinet d'orientation professionnelle. La section de technopsychologie est dotée par ailleurs d'une troisième fonction consistant en un service d'expertise qui concerne deux types d'activité distincts: d'une part l'organisation scientifique du travail auprès des entreprises, d'autre part, sur le versant éducatif, un service de sélection et d'orientation. La section de technopsychologie reconfigure ainsi à la fois sur le plan théorique et pratique

11 Voir les statuts de l'association, Gf 410, Bibliothèque publique et universitaire de Genève (BPU). L'ASORT est créée le 21 novembre 1922 notamment sur l'initiative de Paul Rudhardt, ingénieur et directeur de l'Office de l'industrie de Genève. Elle rassemblera rapidement des nombreux industriels, commerçants et représentants des grandes administrations (PTT, CFF).

les activités initiées par l'IJRR lors de la création de son cabinet d'orientation. A cela s'ajoute le mandat confié, en 1921, à l'Institut par le Bureau international du travail (BIT). Celui-ci sera assumé dans un premier temps par Charles Baudouin*; ce dernier n'étant guère spécialisé en la matière, le mandat sera ensuite repris par Léon Walther*, en vue de l'élaboration de profils de profession.

C'est précisément le BIT qui demande à l'Institut, et plus particulièrement à Claparède*, la rédaction d'un ouvrage, publié en 1922, qui fait le point sur l'orientation professionnelle. Faisant d'abord la distinction entre sélection (trouver un individu pour une carrière donnée) et orientation (trouver une carrière pour un individu), il définit les conditions nécessaires pour asseoir l'orientation professionnelle: analyser les professions du point de vue des aptitudes requises; déterminer les aptitudes individuelles par des tests, et pour cela «tester les tests» pour définir leur valeur. Dans cette perspective, l'unification de la mesure apparaît nécessaire afin de rendre comparables les résultats obtenus dans les différents offices. En définitive, c'est la mesure de l'éducabilité même de l'individu qui est visée. Le but général de la démarche est défini comme suit:

Il est dans l'intérêt de la communauté, dans l'intérêt social, que chaque homme soit à la place qui lui convient le mieux. Il convient également, et cela est de plus en plus dans l'esprit de nos démocraties, que les diverses fonctions sociales soient confiées aux individus selon leurs mérites et non en vertu de quelques privilèges. Ce n'est qu'une orientation professionnelle solidement élaborée qui nous rapprochera de cet idéal. (Claparède, 1922, p. 82)

Les moyens scientifiques mis en œuvre pour la détermination des aptitudes doivent donner à l'orientation professionnelle une assise solide; une aptitude, quant à elle, est définie comme «tout caractère psychique ou physique considéré sous l'angle du rendement» (1922, p. 30), et un peu plus loin: «Il s'agit donc de saisir le rendement *net* de l'aptitude (naturelle), en éliminant les facteurs intervenant dans l'obtention du rendement brut [...]. C'est surtout l'influence de l'exercice qui fausse les déterminations de l'aptitude, car on ne sait comment la doser comment l'éliminer» (p. 35).

Dès 1924, l'IJRR se voit confronté à de nombreuses difficultés dans le domaine de l'OP, notamment en raison de son engagement dans le champ de la rationalisation du travail qui attire la méfiance de autorités

politiques genevoises. L'engouement international que rencontre ce nouveau domaine promettant des profits rapides et considérables attire en effet de nombreuses personnes qui, par des méthodes souvent intuitives, voire carrément spéculatives, proposent de résoudre rapidement et à bon marché des questions d'orientation et de sélection. L'Institut s'engage à plusieurs reprises énergiquement contre des charlatans qui réussissent pourtant à gagner la confiance des industriels, organisés par exemple au sein de l'ASORT. En 1924, la polémique qui éclate entre cette association et l'Institut, au sujet de méthodes jugées douteuses par ce dernier, aboutit à la rupture de leurs relations.

La publicité faite à ces dissensions crée une méfiance certaine – notamment de la part des autorités genevoises et aussi chez les enseignants – à l'égard de la technopsychologie et des approches scientifiques. L'Institut, lui, continue à défendre une ligne exigeante quant aux bases scientifiques des techniques d'évaluation et de sélection; ainsi que par rapport à la nécessité d'une formation poussée pour les praticiens utilisant ces méthodes, formation qu'il continue d'ailleurs d'offrir. Trop exigeant, trop complexe, donc trop cher – les principes énoncés par Claparède dans son texte programmatique de 1922 constitueront toujours la ligne de conduite de l'IJRR. L'Institut connaît des déboires avec certains organismes publics; les autorités se méfient en effet de la trop grande emprise d'un Institut connu pour ses prises de positions éducatives plutôt progressistes. De plus, ces mêmes autorités voient d'un mauvais œil les accointances de l'IJRR avec les milieux économiques au moment où, à l'aube des années 30, il est question de rattacher cet Institut *scientifique* à l'Université. Par ailleurs, l'IJRR perd de plus en plus son influence aussi dans le domaine de l'OP; seul son cabinet continue à offrir ses modestes services et à fonctionner comme lieu de formation.

L'INSTITUT PSYCHOTECHNIQUE DE ZURICH: DE LA RATIONALISATION DU TRAVAIL ET LA SÉLECTION À L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE COMME TERRAIN PARMIS D'AUTRES

L'Institut psychotechnique de Zurich commence alors à prendre le relais et devient l'institution de référence de la psychotechnique liée à l'orientation professionnelle, et plus généralement, à la sélection, à la rationalisation du travail et à la formation professionnelle. Dès le début de 20^e siècle, des demandes d'intervention de psychologues pour améliorer le rendement du travail se font jour également dans l'industrie zuri-

choise.¹² En 1913, le tenant de la chaire de philosophie, psychologie et pédagogie, Lipps*, répond à une demande en envoyant son assistant, Julius Suter*, effectuer des interventions systématiques, plus particulièrement sur l'organisation du rythme du travail, mais aussi sur la sélection des personnes les plus aptes. Cette première intervention suisse de la psychologie dans le domaine du travail et de la sélection est suivie, en 1917, de travaux portant sur l'évaluation d'élèves en vue d'une meilleure orientation professionnelle. Tout ce travail s'effectue en marge de la chaire et à la seule initiative de Suter, qui organise toutefois, dans le cadre de l'Université, des travaux pratiques relatifs à la sélection et à l'orientation. A aucun moment, il est envisagé de développer une formation pratique en psychologie à l'intérieur de l'Université; ceci contredit absolument le sens même de la formation universitaire telle qu'elle est envisagée dans le contexte zurichois.¹³

Vu le succès de ses travaux et une demande croissante, Suter crée, en 1921, un Office d'examen psychotechnique (*Psychotechnische Prüfstelle*) dans le cadre des activités de l'Office de la jeunesse à Zurich qui effectue des évaluations d'aptitudes et qui soutient ainsi le développement de l'orientation professionnelle. Les tâches de cet Office d'examen sont reprises en 1923 par l'Institut de psychotechnique fondé le 2 janvier de la même année par le même Suter. Cet institut est une entreprise privée à but lucratif sous forme de société anonyme; il est soutenu par l'administration zurichoise qui met à sa disposition des locaux en échange d'expertises pour l'orientation professionnelle. Ferdinand Böhny¹⁴, l'un des moteurs de la généralisation de l'orientation professionnelle en Suisse, joue un rôle important ici par son intérêt pour les moyens psy-

12 Pour cette présentation, nous nous basons sur *Bilanz der Versuche von 1913/1917 in Schönenwerd und in Buchs/Aarau* (Manuscrit Nachlass Suter 1.4); Suter (1922), Carrard (1927); *Institut für angewandte Psychologie* (1973, 2003); Rüegegger (1986).

13 Nous avons discuté plus en détail les raisons de cette orientation dans le chapitre 8 sous le terme de configuration philosophico-pédagogique.

14 Comptable, il devient l'un des premiers conseillers de profession en 1919 à Zurich. De 1937 à 1960, il dirige le service d'orientation professionnelle de la ville de Zurich. De 1932 à 1950, il est président de la Conférence suisse des conseillers d'orientation. Il donne des cours à l'Institut de psychologie appliquée et occupe des charges de cours aux Universités de Zurich et de Saint-Gall. De 1950 à 1960, il est président de la Fondation suisse de psychologie appliquée.

chotechniques dont l'utilité est régulièrement discutée dans la profession d'orienteur depuis le Cours d'orientation professionnelle et la Conférence de psychotechnique organisés à Genève. L'activité principale de l'Institut est cependant la sélection du personnel, la formation professionnelle systématique pour des travaux manuels, la rationalisation du travail et la formation de cadres.¹⁵ Certes, il tente au début d'élargir son rayon d'action aussi à des questions éducatives: suite à l'octroi à l'IJRR de 25 000 CHF par la Fondation Rockefeller, Suter écrit en effet une lettre à Claparède lui proposant des travaux sur le développement des aptitudes auprès de jeunes; cette initiative reste cependant sans suite.¹⁶

Pourtant l'Institut de psychotechnique continue sa marche vers le succès comme en témoigne le fait qu'en 1927 déjà, il comprend dix bureaux à Zurich et que sept orienteurs y travaillent sous la direction de Suter et d'Alfred Carrard*. Ce dernier, intéressé aux questions de gestion du personnel et à la psychotechnique, avait quitté, en 1924, son poste de chef du personnel dans une prestigieuse entreprise suisse pour venir travailler à l'Institut.

LE PARI DIFFICILE DE LA SCIENCE ET DE L'ÉDUCATION

La question de la transition entre école et formation professionnelle constitue l'enjeu éducatif et social majeur autour duquel se développe l'OP. Cette problématique sera toutefois abordée de manière différente dans le champ professionnel et dans le champ disciplinaire, l'un et l'autre évolueront ainsi de façon distincte pendant plusieurs décennies.

En effet, la profession «d'orienteur», qui naît de ce besoin d'une meilleure articulation entre école et formation, se développe de manière autonome, d'abord comme activité accessoire, notamment d'enseignants travaillant en fin de scolarité primaire. Les milieux professionnels s'organisent et créent des lieux de formation, sans que la profession ne soit toutefois réglementée formellement. Ils cherchent pourtant aussi des appuis académiques et les trouvent surtout dans la psychotechnique qui reste pourtant un simple outil auxiliaire. Ainsi, les concepts fondant la mise en œuvre de l'OP sont essentiellement définis par la pratique professionnelle elle-même.

15 Voir la liste très complète des activités et des entreprises in Carrard, 1927, p. 10.

16 Lettre de Suter à Claparède du 12.2.1926, 1987/6/15, Archives de l'Université de Genève (AUG).

Quant à l'Institut des sciences de l'éducation de Genève, il développe rapidement plusieurs initiatives en matière d'OP. Au niveau scientifique, il crée de nombreux tests d'aptitudes; au niveau pratique, il instaure un cabinet d'orientation professionnelle, lieu d'action, mais aussi de formation et de recherche selon le concept de la policlinique repris de la médecine. Les contacts avec l'industrie et le commerce qu'entraîne cette activité d'OP engendre immédiatement une dynamique qui dépasse largement le contexte éducatif et académique. Intéressé aussi bien par l'ouverture d'un champ de recherche et d'action que par les moyens financiers qu'offre à l'IJJR, alors exsangue, ce nouveau domaine d'activité, l'Institut genevois s'engage à bras le corps dans des recherches et activités qui s'éloignent de plus en plus de son domaine d'origine: rationalisation du travail, sélection du personnel, le lien étant ici la croyance en la possibilité de définition scientifique d'aptitudes garantissant une meilleure adéquation entre homme et travail. C'est précisément le lieu d'où il part et les exigences qui sont les siennes – éducation et science – qui assez rapidement limitent l'action de l'IJJR dans le domaine de l'OP et le marginalise.

L'Institut psychotechnique de Zurich part d'emblée d'une problématique économique – rationalisation du travail, sélection, formation pour des métiers manuels simples – et se constitue comme une structure privée que l'on pourrait désigner d'«intermédiaire»: il n'est pas académique dans la mesure où il ne produit pas de recherche scientifique ni ne décerne des titres universitaires, mais il est malgré tout clairement issu de l'université de laquelle il tire une part de sa légitimité. S'il n'est pas non plus né des pratiques professionnelles qui se développent sur le terrain de l'orientation, il propose néanmoins des interventions nouvelles et différentes qui séduisent par leur originalité et surtout leur facilité d'utilisation. Issu de théories de référence diverses, il élabore en effet un patchwork hétéroclite de démarches comprenant une méthode de sélection et d'orientation qui, par sa simplicité, sa référence au sens commun et sa rapidité, concurrence l'approche genevoise. De plus, l'Institut psychotechnique se profile également bientôt comme lieu de formation.

L'OP ET LA PSYCHOTECHNIQUE: L'EXCLUSION DE L'ÉDUCATIF ET DU SCIENTIFIQUE (1927-1945)

1927 marque un tournant important dans l'évolution des rapports entre champ professionnel, champ disciplinaire et ce que nous venons de définir comme institution intermédiaire. Il s'agit d'une césure commune à tous, dont la contemporanéité n'est sans doute pas le fruit du hasard.

UNE PROFESSION QUI PREND DE L'ASSURANCE – PRUDENT RAPPROCHEMENT VERS LA PSYCHOTECHNIQUE

La profession de conseiller de profession se structure plus fortement à travers son association et sa revue. En 1927, l'ASOPPA se donne par ailleurs de nouveaux statuts qui, plus encore qu'avant, vont dans le sens du développement de l'orientation professionnelle pour assurer un choix rationnel de la profession en couvrant toute la période de l'école jusqu'à la fin de l'apprentissage. La force même de l'association, notamment en Suisse alémanique, permet de donner à l'orientation professionnelle une assise sociale large et une conception de l'OP avant tout tournée vers le terrain. L'association commence désormais à orienter ses efforts vers la formation, la reconnaissance de la profession, la lutte contre le charlatanisme et le dilettantisme. Pour l'association – et ce jusque dans les années 50 –, cette formation doit être accessible à tout un chacun, notamment à des enseignants; elle se déroule sous forme de cours en emploi et à travers la formation continue qui est, elle aussi, assumée par l'association. Cette logique de développement «internationale» ne permet pas d'envisager un lien plus fort avec l'université et la recherche sous forme d'académisation. La discussion est pourtant menée ouvertement dans les colonnes de la revue autour de la possibilité d'un diplôme universitaire pour les conseillers de profession (Baumgarten, 1940, 1941). La réponse est nette. Sans doute au nom de l'association, Otto Stocker (1940), le premier conseiller de profession de Suisse, secrétaire général pendant longtemps de l'ASOPPA, critique la formation longue et théorique proposée par Baumgarten pour les conseillers de profession. Cette psychologue préconise en effet un cursus qui exige plusieurs années d'études théoriques et un prérequis de 5 ans de pratique qui ne semble pas réaliste au yeux des praticiens vu le statut des conseillers de profession dont l'activité demeure, rappelons-le, acces-

soire. L'association, de toute évidence, pour des raisons pragmatiques et de fond, résiste à une intégration de la formation à l'université.

Une autre préoccupation apparaît avec force dans la revue, mais également dans les conférences et journées de formation organisées par l'ASOPPA: l'établissement d'un lien entre école et orientation professionnelle qui se double d'une ouverture de l'OP «vers les professions libérales» que l'on qualifiera d'«orientation académique». Par ce biais, l'OP assume un rôle régulateur au sein du système scolaire à travers une activité d'orientation qui toutefois ne se distingue guère jusque-là de la sélection.

La profession reste cependant ouverte aux techniques psychologiques puisque les cas difficiles à orienter sont transmis le plus souvent aux institutions spécialisées qui utilisent des méthodes issues de la psychologie. De plus, le champ professionnel intègre régulièrement des outils psychotechniques simples nécessitant néanmoins une certaine formation. La revue de l'association est le théâtre de nombreux débats souvent contradictoires entre les représentants de la psychotechnique d'une part et ceux de la profession d'autre part. La récurrence de ces discussions témoigne de la vivacité du débat qui, en définitive, aboutit toujours à une position de prudence et de pragmatisme au sein du champ professionnel. Il semblerait donc bien que le savoir venant plus ou moins directement de l'université est certes considéré comme enrichissant la profession et lui donnant une certaine légitimité, mais il n'est nullement vu comme essentiel. C'est le savoir construit par les professionnels eux-mêmes, relayé par leur association à travers des publications et des cours de formation, qui légitime principalement la profession.

La profession jouit ainsi de toute évidence d'une grande autonomie par rapport à la psychotechnique et plus largement aux approches universitaires, psychologiques plus particulièrement, bien qu'elle établisse des ponts aussi bien dans le domaine de la pratique que dans celui de la formation et des repères théoriques. Face à elle, les deux acteurs qui se profilent dans le domaine de l'OP à travers notamment la psychotechnique et plus largement de la psychologie appliquée¹⁷, à savoir les Instituts genevois et zurichois, connaissent des sorts très différents.

17 C'est ce terme qui prend le dessus durant la période qui nous intéresse. Ainsi, l'Institut psychotechnique change de nom en 1937 et devient l'Institut pour la psychologie appliquée (*Institut für angewandte Psychologie*). A Genève, la section de technopsychologie disparaît; le terme de *psychologie appliquée* fait

UNE STRATÉGIE D'EXPANSION: L'INSTITUT ZURICHOIS ESSAIME
ET DEVIENT LA RÉFÉRENCE PRINCIPALE POUR LA PROFESSION
D'ORIENTEUR PROFESSIONNEL EN SUISSE

En 1927, Carrard rédige un texte qui peut être considéré comme le véritable programme de l'Institut zurichois¹⁸ définissant pour une vingtaine d'années son mode de travail et sa stratégie d'expansion. Il y distingue 4 tâches pour la psychotechnique: diagnostic psychologique, formation professionnelle ou apprentissage, rationalisation psychologique du travail, psychologie des rapports humains. Pour les réaliser, il définit les «principes directeurs de l'École de Zurich»: utilisation d'un certain nombre de techniques standardisées, centrées notamment sur les capacités motrices, sensorielles ou mémorielles,¹⁹ permettant l'observation du comportement durant la résolution des tâches; c'est cette observation intuitive par l'examineur qui est le critère essentiel du diagnostic. Et de préciser son positionnement par rapport à un chemin guidé par des principes scientifiques, qu'empruntent notamment les Genevois, comme il dit:

Par les méthodes de la science exacte, on s'ingéniera à *trouver des tests*, à les expérimenter, à les étalonner sur un aussi grand nombre de personnes que possible, puis on cherchera par la voie des *corrélations* [...] à se rendre compte de ce que signifie chacun d'eux, à déterminer quelles aptitudes ils décèlent. La tâche est, *par ce moyen seul, impossible à résoudre*. [...] C'est pourquoi on a recours au bon sens, et à l'intuition, qui tous deux se basent sur les connaissances de la structure humaine, de même qu'à l'examen des perceptions subjectives. [...] En partant de l'appréciation ou de l'intuition des examinateurs, on cherchera tout d'abord à *sélectionner* soigneusement ces derniers, puis à les faire travailler selon une *méthode* leur permettant d'avoir toujours les mêmes *points de repère*, et enfin on *étalonnera* ces points de repère en se basant comme

son apparition dans les programmes en 1937. Notons par ailleurs la fondation, en 1943, de la Société suisse de psychologie et de psychologie appliquée. Ce changement de terminologie correspond à une réorientation d'une approche d'abord fortement centrée sur les instruments standardisés (tests) vers une approche qui intègre d'autres connaissances et techniques dans la pratique psychologique (voir Rey, 1947, qui explicite cette réorientation).

18 Notons que c'est précisément en 1927 que le fondateur Suter quitte l'Institut pour assumer des fonctions à l'Université de Zurich.

19 Entre autres, le plastiscope, le rouleau de sensibilité, l'équerre de mouvement.

dans le premier cas sur un très grand nombre d'expérience. [...] C'est ce dernier chemin qui est celui de l'Institut psychotechnique de Zurich. (pp. 13ss; souligné par l'auteur)

Pour favoriser le développement de la psychotechnique en Suisse et plus particulièrement l'expansion de la méthode conçue par l'Institut zurichois, Carrard propose la création d'une Fondation suisse de psychotechnique qui sera suivie par l'inauguration de plusieurs instituts qui lui seront affiliés. Cette fondation réunira toutes les personnes utilisant et développant des moyens psychotechniques pour l'OP. Elle incarnera l'institution de référence pour garantir l'articulation de la profession avec des techniques à prétention scientifique.

Genève hésite à participer à la Fondation: les conceptions théoriques, mais aussi celles relatives à la profession sont différentes. De plus, les membres de l'Institut Rousseau voient dans cette initiative une tentative de mainmise zurichoise pour faire valoir la méthode psychotechnique en utilisant la renommée genevoise. Mais ils craignent plus encore la parcellarisation du domaine de l'OP en Suisse et, avec elle, le renforcement du charlatanisme c'est pourquoi ils acceptent de faire partie de la Fondation sans jamais y jouer un rôle important (Baumgarten, 1961, pp. 38ss).

La Fondation, quant à elle, devient un formidable multiplicateur de la méthode zurichoise par la création d'instituts filiales: à Genève même, en 1929, puis à Saint-Gall, Lausanne, Bienne, Bâle, Lucerne (voir par exemple les rapports de la Fondation de 1929 et 1932²⁰). Si l'Institut zurichois reste principalement tourné vers le domaine de l'économie, il joue néanmoins un rôle non négligeable dans la propagation des méthodes psychotechniques dans les pratiques de l'orientation professionnelle, notamment à travers les activités de ses «filiales»²¹. Pendant une vingtaine d'années, il constitue à ce propos, en Suisse alémanique

20 *Jahresbericht der Schweizerischen Stiftung für Psychotechnik für 1929* et Rapport annuel de la Fondation suisse pour la Psychotechnique pour 1932 et 1946 (*Schweizerische Stiftung für Psychotechnik Zürich, Institute 450, Wirtschaftswissenschaftliches Zentrum/Schweizerisches Wirtschaftsarchiv, Bâle*).

21 Il s'agit d'une réelle «filiation»: les textes parlent en effet de *Mutterinstitut* et *Töchterinstitute*. Voici la liste des sites où sont implantés ces instituts: Zurich, Berne (avec la *Prüfstelle Neuenburg*), Lausanne, Lucerne, Bâle, Genève (avec Walther) (Rapport annuel de la Fondation suisse pour la Psychotechnique, 1946, cf. note 20). Cette liste est déjà très stable à partir de 1935 environ.

comme en Suisse romande (Neuchâtel et Bienne notamment), l'institution de référence.²² C'est en grande partie à travers cet Institut et ses dépendances, reconnues et contrôlées par la Fondation, que s'opère et se renforce le lien entre l'orientation professionnelle et la psychotechnique, et plus largement la psychologie appliquée. D'ailleurs, l'Institut de Zurich et la Fondation qui en émane seront les interlocuteurs principaux de l'ASOPPA pour le développement de nouvelles techniques d'orientation et leur diffusion à travers des journées de formation, l'élaboration de profils de profession et enfin des publications permettant la formation de base comme la formation continue des conseillers (Jucker, 1938).

En 1937, Hans Biäsch²³ crée, à l'intérieur de l'Institut de Zurich, un *Psychologisches Seminar* qui offre des cours pour former des conseillers de profession, des psychologues pratiques, des psychotechniciens et des graphologues. Ces cours sont dispensés à toute personne intéressée et durent entre 2 à 4 semestres. Ils sont donnés principalement par des collaborateurs de l'Institut et des praticiens comme Jucker ou Böhny. La méthode zurichoise a le vent en poupe. En 1946, à Zurich, plus de 3000 sujets voient leurs aptitudes analysées en matière de sélection et d'orientation professionnelles (contre 1500 en 1932); on compte également pour cette année-là 500 analyses graphologiques, plus de 50 conférences, des centaines de participants à des cours de cadres d'entreprise, 26 étudiants au *Psychologisches Seminar* et des interventions dans plus de 20 entreprises.

Résumant le travail de la Fondation, Carrard (1949, pp. 299ss) note la grande constance de l'Institut dans ses principaux domaines d'intervention. Bien qu'il déplore l'absence d'une activité de recherche et de publication soutenue, la dimension scientifique n'est pas du tout au centre de ses préoccupations. L'insistance sur l'intuition, le scepticisme souvent

22 Voir à ce propos les témoignages de Schwaar (1938-1939) et de Böhny (1939); voir aussi l'article de Jucker (1938) qui établit assez systématiquement la liste des principales collaborations entre orienteurs professionnels, à travers leur association, et Instituts psychotechniques, plus particulièrement l'Institut zurichois et ses membres.

23 Après une formation d'enseignant en sciences naturelles, Biäsch entreprend des études de philosophie et de psychologie à l'Université de Zurich. Il devient assistant à l'Institut de psychologie de Zurich, puis travaille à l'Institut de psychotechnique dont il sera le directeur de 1945 à 1958.

exprimé à l'égard des méthodes expérimentalement éprouvées montrent que ce qui prime est une méthode économique et néanmoins suffisamment fiable.

Il y a pourtant des liens avec l'Université. Le fondateur de l'Institut psychotechnique, Suter, le quitte en 1927, année du texte programmatique de Carrard, pour se consacrer dorénavant exclusivement à ses activités académiques comme professeur titulaire à la Faculté des lettres. Il est sans doute en désaccord avec l'abandon de toute prétention scientifique et aussi pour des raisons éthiques.²⁴ Son orientation vers la psychologie appliquée sera certes appréciée par les étudiants, mais guère soutenue par la Faculté qui tarde à promouvoir Suter au poste de professeur extraordinaire, ses prestations dans le domaine de recherche étant notamment considérées comme insuffisantes, d'autant que l'approche expérimentale qu'il essaye de pratiquer contredit la tendance dominante depuis la disparition de Lipps et Wreschner. Comme le montre la monographie zurichoise (cf. chapitre 1), il n'y a plus de place pour une psychologie autonome à l'Université de Zurich; tous les professeurs s'y opposent. C'est donc contre la volonté de la Faculté que la Direction de l'instruction publique nomme Suter professeur extraordinaire en 1938. Son sort démontre pour ainsi dire *ex negativo* les raisons du développement de la psychotechnique en dehors de la sphère académique: la Faculté des lettres n'en voulait pas.

Quant au nouveau directeur de l'Institut, Carrard, il devient privat-docent de psychotechnique (1926) à la prestigieuse Ecole polytechnique fédérale, non pas tant sur la base de ses travaux scientifiques mais plutôt grâce au fait qu'il est ingénieur et semble pouvoir apporter une contribution intéressante à la formation des ingénieurs dans le domaine du management. Même lorsqu'il deviendra professeur extraordinaire de sciences du travail en 1945, il ne mènera en définitive pas de recherches. A l'instar de son directeur, aucun des membres de l'Institut de Zurich ne participe d'ailleurs régulièrement aux congrès concernant le champ de l'OP, ni même ne propose des publications dans des revues scientifiques.²⁵

24 Pour cette interprétation, et pour tout le récit concernant Suter, nous nous basons sur l'analyse très détaillée de Rügsegger, notamment basée sur des témoignages (1986, pp. 273ss).

25 Rügsegger (1986) propose une analyse très systématique des publications et interventions des Zurichois. Il arrive à la conclusion suivante: «Si l'on compare tout ceci avec la large diffusion de publications et la participation régu-

LE PARI DE LA SCIENCE ET DE L'ÉDUCATION NE PAIE PAS:
GENÈVE EST MARGINALISÉE DANS LE DOMAINE DE L'OP

A Genève, dès 1927, l'IJJR oriente ses applications de la psychotechnique dans le champ scolaire et plus largement éducatif, se concentrant ainsi dans le domaine de l'orientation professionnelle et abandonnant complètement le champ d'intervention psychotechnique dans les entreprises; la section de technopsychologie est dissoute en 1927. En tant qu'institut scientifique, l'IJJR gardera toutefois ses prérogatives en matière de formation pour les orienteurs. Du point de vue de la recherche, les Genevois déploieront essentiellement leur activité sur le développement, l'adaptation et l'évaluation des tests tout en poursuivant la réflexion théorique à propos de leur utilisation en vue d'une démarche rigoureuse de diagnostic, notamment chez les enfants et les adolescents.²⁶ Dès les années 30, l'Institut met progressivement sur pied une filière dite de «psychologie appliquée», comprenant notamment des cours d'orientation. La formation se poursuit à travers une étroite interaction entre formation théorique et stages dans les différentes «policliniques», dont le cabinet d'orientation qui accueille notamment des enfants avec des difficultés scolaires importantes ou qui pratique une orientation vers les carrières dites «libérales» ou académiques (voir chapitre 4).

L'IJJR continue ainsi sur une ligne qui s'oppose explicitement à celle de l'Institut psychotechnique comme le dénote la prise de position de Richard Meili* en 1928, lorsqu'il s'adresse à Claparède pour lui proposer une stratégie face à l'intrusion de l'Institut de Zurich à Genève. Il considère que le

lière à des congrès de personnes comme G. Münsterberg, W. Stern, O. Lipmann, F. Baumgarten, E. Claparède, F. Giese, J. M. Lahy, H. Piéron, C. Myers, R. Yerkes, A.C. Poffenberger, L. Walther et ainsi de suite, la contribution que les Zurichois ont fournie au développement international de la psychologie appliquée confine à l'insignifiance. Seul Suter était sur la voie d'acquérir une renommée internationale [...], mais il se consacra trop à la pratique dans le cadre de l'Institut psychotechnique et perdit le contact scientifique avec l'élite» (p. 218; traduit par les auteurs du présent chapitre).

26 Voir à ce propos l'appendice que rédige Claparède dans son ouvrage *Comment diagnostiquer les aptitudes des écoliers* (1924/1934) qui donne un aperçu assez exhaustif des travaux menés jusqu'à cette date en matière d'OP; voir également les nombreuses publications de Meili, Rey et Loosli-Usteri, parmi d'autres, durant la période étudiée.

rapprochement de l'IJJR avec les Zurichois et leur «dilettantisme et charlatanisme», par le biais de la Fondation, met en péril sa renommée:

Ce fait serait, d'après mon avis très regrettable, pour ne pas dire désastreux pour le mouvement de l'OP en Suisse. Si on estime que la psychologie expérimentale peut apporter quelque chose à l'OP, il faut qu'un endroit existe d'où cette idée puisse rayonner où elle est réalisée intégralement et sans compromis. [...] comme solutions je ne vois que celle-ci: 1) Rompre totalement et publiquement avec Zurich [...], 2) Abandon définitif de la psychotechnique comme partie de l'Institut, mais maintien de l'OP comme elle existe maintenant; 3) Fondation d'une association des psychologues praticiens analogue à celle existant en Allemagne (p. ex. assurant des méthodes et un contrôle scientifique).²⁷

Malgré l'abandon de toute une partie de la technopsychologie – hormis l'OP – et l'accent porté sur la scientificité des méthodes, l'Institut ne réussit pas à occuper une place significative dans le développement de l'OP, ni à Genève, ni au niveau national, comme en témoignent les trois exemples suivants qui se concluent tous par un échec dans l'élargissement de son champ d'action.²⁸

La première initiative est collective et inclut une vaste coalition d'acteurs. A la fin des années 20 et début des années 30, la Fondation suisse pour la psychotechnique domine le débat suisse sur l'application de la psychologie d'un point de vue qui est quasi exclusivement celui de l'Institut de psychotechnique; ainsi, elle ne se soucie guère d'une recherche internationalement ancrée, d'une formation académique solide et d'une reconnaissance sociale de la profession. Son ambition semble être avant tout la vente d'un nouveau produit qu'est l'expertise psychologique dans le domaine de la sélection du personnel pour les entreprises. Telle est du moins la conviction d'un certain nombre de psychologues qui ressentent la nécessité de réagir à ce monopole et de créer un réseau de personnes intéressées à la psychologie appliquée.²⁹ Suite à des discussions et pourparlers, une *Arbeitsgemeinschaft für praktische Psychologie* (Communauté de travail pour la psychologie pratique) est fondée le 18 janvier

27 Lettre de Meili à Claparède du 8.9.1928, 1987/6/15, AUG.

28 D'une manière générale, l'OP n'acquiert pas une place significative à Genève, durant cette période.

29 Nous nous appuyons ici sur le récit sans doute très subjectif, mais bien documenté de Baumgarten (1961, pp. 59ss).

1931 à Berne dont le but explicite est la reconnaissance officielle de la profession de psychologue praticien pour éviter le charlatanisme répandu. Cette association part du constat suivant:

L'application de plus en plus étendue de la psychologie à des domaines aussi divers que la médecine, la juridiction et la pédagogie, la vie sociale et économique (psychothérapie, psychohygiène, psychanalyse, psychotechnique) amène de plus en plus de personnes à se consacrer à la psychologie pratique. On peut parler d'une nouvelle profession, à savoir celle de psychologue pratique, dont l'activité réside principalement dans la production d'expertise, l'examen d'aptitude à une profession et le conseil dans des difficultés existentielles. (cité d'après Baumgarten, 1961 pp. 62ss; traduit par les auteurs du présent chapitre)

La *Arbeitsgemeinschaft* intervient auprès du Département de l'intérieur au niveau fédéral et auprès des Départements de la santé de tous les cantons pour demander des mesures en vue de la reconnaissance de la profession de psychologue praticien, qui comprend l'OP.³⁰ Son initiative n'aura pas de suite; très rapidement elle disparaît, suite à des attaques de la *Fondation de psychotechnique*, mais également en raison de dissensions internes. La Fondation réagit à l'initiative de la *Arbeitsgemeinschaft* par une conférence à Oertlimatt (Biäsch, 1931), consacrée à la question de la formation universitaire des psychologues praticiens. Celle-ci aura certes plus de retentissement que les initiatives de la défunte communauté, mais n'aboutira pas non plus à l'instauration d'un cursus universitaire, d'autant que la Fondation privilégie, de fait, la formation de psychotechniciens dans l'Institut zurichois sous forme d'une formation de 3 semaines en cours d'emploi (Spreng, 1932).³¹

30 Il est ici intéressant de souligner l'extension de la profession du psychologue praticien que donne la *Arbeitsgemeinschaft* dans une résolution votée lors d'une réunion le 23 juillet 1931: «psychotechnicien, conseiller de profession, pédagogue curatif, psychologue scolaire» (*Psychotechniker, Berufsberater, Heilpädagog, Schulpsychologe*) (in Baumgarten, 1961, p. 64). Les frontières sont donc très larges; la psychologie tente d'annexer le plus de professions possibles sous sa bannière témoignant ainsi d'un problème intéressant de constitution de frontières (disciplinaires) à partir de la montée en puissance d'une discipline qui a besoin d'une reconnaissance sociale.

31 Notons qu'en 1941, dans un échange de lettres ouvertes entre Stocker et elle-même, Baumgarten pourra encore écrire: «La vraie formation des conseillers

Quant à l'Institut des sciences de l'éducation (ISE)³², il essaie de garder une certaine influence sur l'orientation professionnelle qui, à Genève, demeure liée aux institutions pédagogiques. Pour y parvenir, Bovet écrit une lettre à Malche le 1^{er} janvier 1930³³ dans laquelle il définit clairement une approche large de l'orientation: instruction relative aux professions, faite par les maîtres; détermination des aptitudes faite par l'ISE avec l'aide des maîtres; placement par l'Office des apprentissages ou toute autre structure. Cette lettre accompagne un rapport de Meili qui juge très sévèrement les pratiques en vigueur et propose une démarche alternative basée sur la recherche scientifique: «[...] l'ensemble des tests manque de cohérence et de système et n'est pas spécialement approprié à l'O.P.». Il pense que l'orientation professionnelle est plus efficace lorsqu'elle se fait à l'école, avec l'aide des maîtres et de leurs observations; des tests collectifs peuvent compléter et préciser les observations. La réponse donnée par Emmanuel Duvillard*, responsable genevois de l'orientation professionnelle dans les écoles, pourtant ancien enseignant de l'Institut, est cinglante: refus absolu de toutes les propositions de Meili: les tests ne sont pas fiables; les maîtres connaissent mieux les élèves et peuvent mieux les apprécier; le temps utilisé pour faire les tests est trop long pour un résultat inutilisable. Et de conclure: «Il n'y a pas avantage à introduire dans l'enseignement la méthode du Docteur Knock.»

La mort de Duvillard en 1936 ouvre d'autres perspectives pour l'ISE. Dans une note adressée le 16 juin 1937 à Albert Atzenwiler, alors directeur de l'enseignement primaire, par Robert Dottrens*, ce dernier propose d'organiser dans l'école genevoise un service interne d'orientation professionnelle.³⁴ Il s'agirait de procéder à un examen collectif de l'intelligence avec des tests analytiques et un test de représentation spatiale mis au point par Meili; ces tests seraient suivis par un entretien indivi-

de profession amènerait beaucoup plus vite l'orientation professionnelle là où en fait est sa place: dans la série des *sciences appliquées*» (Berufsberatung & Berufsbildung, 1941, p. 108).

32 Rappelons qu'en 1929, l'Institut Jean-Jacques Rousseau devient officiellement Institut des sciences de l'éducation (ISE) (cf. chapitre 4).

33 Cette lettre et les deux documents cités suivants se trouvent dans 1985 va 5.3.249, 1930, école primaire 2/1, AEG DIP.

34 1985 va 5.3.398, 1937, enseignement primaire 1, organisation générale II, 1/1, AEG DIP.

duel, voire par des examens psychologiques individuels dans tous les cas où des contradictions se manifesteraient entre les différents renseignements rassemblés et surtout entre le choix de l'enfant et ses aptitudes. Cette initiative aboutira à un rapport circonstancié de Meili sur le Grütli concernant la période 1937-1938, adressé à Henriette Chevalley, nouvelle responsable de l'orientation professionnelle dans le cadre de l'Office de l'enfance de l'Etat de Genève,³⁵ contenant des «Conclusions pratiques en vue d'une amélioration de l'orientation professionnelle dans les classes».³⁶ Les autorités répondent que dans la situation actuelle, il est impossible de modifier l'organisation du service d'orientation professionnelle et d'officialiser l'Office privé des apprentissages.³⁷ Et Chevalley d'écrire «Avec un peu de bonne volonté et sans grands frais, on pourrait mettre fin à la lamentable situation actuelle. Il est navrant de penser que faute de coordination et de volonté de réalisation, Genève, berceau de l'orientation professionnelle en Suisse, doit aller prendre exemple à Lausanne.»³⁸

UNE ÉVOLUTION CONTRADICTOIRE

L'image qui se dégage de cette deuxième phase est contradictoire. On voit une ouverture de plus en plus grande de la profession vers des techniques psychologiques, un besoin de formation plus marqué, ainsi qu'une relation plus étroite avec l'école et l'éducation comme partenaires indispensables de l'orientation professionnelle. Cette ouverture devrait mettre les acteurs zurichois et genevois du champ de la psychotechnique, puis de la psychologie appliquée, sur pied d'égalité, voire ouvrir des espaces particulièrement grands pour l'ISE qui déploie ses activités dans le domaine éducatif et développe de nouvelles techniques

35 Dès 1934, l'Etat de Genève crée un service d'orientation professionnelle dans le cadre de l'Office scolaire de l'enfance. Ce service a été par la suite intégré à l'Office de l'enfance lors de la création de ce dernier en 1938. Cette consultation d'OP qui perdure pendant plusieurs décennies n'aura pourtant qu'une faible importance institutionnelle et fonctionnera tant bien que mal avec des ressources très limitées.

36 1985 va 5.3.422, 1939, organisation générale 2, organisation générale XI, 2/2, AEG DIP.

37 1985 va 5.3.422, 1939, organisation générale 2, organisation générale XI, 2/2, AEG DIP.

38 1985 va 5.3.465, organisation générale, AEG DIP.

d'investigation mises systématiquement à l'épreuve avant d'être standardisées; de plus, l'Institut des sciences de l'éducation propose une formation de niveau académique, dans le domaine de l'orientation professionnelle. Il se pourrait toutefois que ce soient précisément ces facteurs qui expliquent en partie les difficultés qu'éprouve l'ISE dans la conquête de terrains pratiques; et, réciproquement, que ce soient des facteurs inverses qui facilitent l'action de l'Institut de psychotechnique. On doit en effet constater ce qui suit: la méthode zurichoise, qui n'est guère appuyée sur des données scientifiques et fait une large place à l'intuition, revendique cependant une technicité psychologique pour légitimer son action dans un terrain très vaste visant à favoriser des contacts étroits avec les milieux économiques tout en adoptant une stratégie offensive de création de filiales. C'est de cette manière que la méthode zurichoise occupe très largement le terrain en Suisse, hissant l'Institut et la Fondation dans le rôle de partenaires privilégiés de la profession. Est-ce parce que la distance avec l'université est trop grande pour des praticiens venant de l'enseignement primaire formés par l'expérience et ne bénéficiant pas d'une formation approfondie? Est-ce parce que l'idéal de fonder l'orientation professionnelle sur une «base solide», scientifique, apparaît trop difficile? Est-ce la crainte d'une prise de pouvoir par les théoriciens et chercheurs qui viendraient menacer la profession et ainsi la légitimité des praticiens? Ce sont en tout cas précisément des arguments de ce type qui expliquent l'échec répété de l'ISE dans l'élargissement de son rayon d'action dans le domaine de l'orientation professionnelle. La réponse d'un Stocker à Baumgarten, d'un Duvillard à Dottrens ont un point commun: le refus d'une technicité jugée dangereuse, la méfiance par rapport à des démarches considérées comme réduisant la subjectivité, la crainte d'une trop grande distance avec le terrain et enfin le doute quant aux bénéfices des approches scientifiques. C'est une pratique puisant essentiellement dans le bon sens qui triomphe. A cela s'ajoute sans doute le fait que Zurich a une approche plus adaptée aux exigences de l'économie, ainsi qu'un meilleur ancrage dans l'industrie et le réseau de personnes et associations (y compris Pro Infirmis et Pro Juventute) intéressées par l'OP. A cela vient s'ajouter peut-être même une plus grande efficacité immédiate due à une meilleure connaissance du terrain et à une méthode plus économique, soit moins coûteuse en temps, personnel et ressources.

Certes, on pourrait faire l'hypothèse que les approches scientifiques ne pouvaient pas donner des réponses aux questions pratiques posées.

Ceci n'est certainement pas le cas puisque les faits montrent que des propositions concrètes ont été élaborées et que l'ISE a formé de très nombreux orienteurs, d'ailleurs très actifs dans les institutions consacrées à l'OP (notamment des femmes comme Bienemann et Baer qui font partie de l'ASOSP). On peut donc penser que trois facteurs sont effectivement à l'œuvre:

- un décalage objectif entre les besoins de la profession et les exigences et principes de l'Institut genevois;
- une présence sur le terrain peu développée, mis à part à travers quelques-uns de ses élèves;
- une distance avec les milieux économiques et le monde de la formation professionnelle.

On pourrait aussi interpréter ces facteurs comme résultant d'une forme de résistance du champ disciplinaire à un développement du champ professionnel et social qui ne correspond pas aux connaissances et pratiques construites sur des bases scientifiques. N'acceptant pas cet état de fait, il tente sans cesse de les transformer, sans en avoir réellement les moyens au-delà d'un espace très limité qu'il contrôle.

Néanmoins, quand Hanns Spreng* propose au recteur de l'Université de Neuchâtel la mise sur pied d'un Institut de psychologie appliquée au sein de l'Université en 1945, il prend le modèle genevois pour exemple, alors même que l'institut qu'il dirige se situe dans la lignée de celui de Zurich.³⁹ Ceci témoigne bien d'une forme d'ambivalence: pour un projet intégré à l'université, Genève constitue le seul modèle possible...

VERS UNE DIFFÉRENCIATION DES FONCTIONS:

ORIENTATION PROFESSIONNELLE ET SCOLAIRE (APRÈS 1945)

1945 inaugure un changement important dans le champ professionnel. Les transformations économiques profondes à la sortie de la Guerre augmentent singulièrement les demandes pour l'OP. Le champ y réagit par un passage de plus en plus régulier d'une profession exercée à temps partiel vers le temps complet. Ceci repose aussi la question de la forma-

³⁹ Lettre de Spreng au recteur Neeser du 19 décembre 1945, Archives de l'Université C1.29, Archives de l'Etat de Neuchâtel.

tion des orienteurs qui reste peu formalisée. C'est à travers l'élaboration de normes à suivre pour le recrutement que l'ASOPPA intervient dans ce domaine, les exigences restant encore minimales. Comme le dit Böhny (1953): «Dans sa majorité, la Conférence des conseillers de profession se refuse encore à confier à l'université le soin de former les orienteurs, estimant que les personnes les mieux placées pour donner des conseils pratiques aux adolescents sont celles qui ont elles-mêmes un expérience de la vie; pour la plupart, les conseillers de profession sont parmi les instituteurs, et les conseillères parmi les assistantes sociales.» (p. 7); la profession est ainsi encore majoritairement accessoire. Par ailleurs, le champ professionnel pénètre de plus en plus dans le système scolaire (préorientation, information, etc.); ce système implique des régulations plus complexes vu la différenciation qui s'opèrera progressivement, au cours des décennies suivantes, entre orientation scolaire, orientation professionnelle et orientation académique, posant ainsi la question de leur articulation.

En ce qui concerne l'Institut de psychotechnique et sa Fondation, un changement de génération intervient dans la mesure où c'est Biäsch qui prend en la direction en 1945. L'Institut est par ailleurs transformé de société privée avec capital en une coopérative. Si les pratiques semblent perdurer, on note la mise sur pied d'un règlement de formation pour les futurs psychotechniciens avec une commission à laquelle participe Piaget* ainsi que l'organisation d'une semaine de formation par la Fondation à laquelle participe André Rey*: les frontières entre régions et institutions semblent s'estomper.⁴⁰

Les changements sont finalement plus lisibles à Genève où se profile une sorte de différenciation nouvelle de la fonction de la psychologie appliquée, dans le cadre d'une transformation du système scolaire. Nous avons déjà vu que l'Institut n'a pas vraiment réussi à imposer son modèle exigeant de formation et de pratique, sauf dans le cadre du cabinet d'orientation professionnelle qu'il contrôlait lui-même.⁴¹ Il a continué par contre à développer des techniques dans le domaine du dia-

40 Autre exemple, un peu plus tardif, démontrant un rapprochement des régions: Jean Ungricht, professeur ordinaire de psychologie et de pédagogie à Saint-Gall à partir de 1957, va réaliser une grande enquête sur la *Akademische Berufsberatung* peu après sa nomination.

41 Notons toutefois que le cabinet en question a vu son activité fortement ralentir depuis la fin des années 20.

gnostic cognitif et affectif de la personne à travers ses activités de recherche. La distinction qui s'opère, au cours de cette période, entre orientation scolaire (OS) et orientation professionnelle fait entrer la question de l'orientation dans le champ scolaire et pédagogique, ceci sous l'impulsion des représentants de l'ISE et en particulier de Dottrens.

Cette distinction entre orientation professionnelle et orientation scolaire s'opère clairement lors du débat relatif au projet Dupont-Willemin (1946) qui vise à instaurer une école moyenne, soit une école d'orientation à la fin de la scolarité primaire.⁴² La distinction entre OP et OS est apportée par Dottrens dans le rapport qu'il présente au Grand Conseil, en 1946, relativement au projet Dupont-Willemin. Le débat soulevé par Dottrens amène la question de l'orientation au cœur du système scolaire et non plus au sortir de l'école, soit à sa marge. Le problème de l'orientation est désormais posé aussi bien en termes pédagogiques et psychologiques qu'en termes sociaux (c'est là la nouveauté), comme en témoignent les expériences d'orientation qui seront instaurées, en 1947, à l'issue du premier volet du débat parlementaire. Il s'agit en effet, comme le dit Dottrens, de favoriser l'accès au secondaire pour les classes défavorisées et de combattre l'échec scolaire. Ceci n'est pas possible avec des notes jugées trop subjectives et insuffisantes du point de vue informatif pour mesurer les aptitudes des élèves et comprendre les échecs éventuels; l'orientation doit être continue, lente et constituer un processus, fondé sur des bases scientifiques. Placées sous la responsabilité de l'ISE, ces expériences seront dirigées conjointement par André Rey* pour ce qui concerne la partie psychologique et par Samuel Roller* pour la partie pédagogique.

Dans le contexte socioéconomique de l'après-guerre se fait jour au niveau suisse comme au niveau international,⁴³ une exigence de justice sociale corrélée à la question de la «justice scolaire». En l'occurrence, les expériences d'orientation initiées à Genève en 1947 (et poursuivies jusqu'en 1954) mettent en lumière qu'il ne s'agit plus uniquement de mesurer le «don», le «talent» ou l'«aptitude» de l'individu en tant que qualité intrinsèque de la personne, mais qu'il s'agit tout autant de mesurer l'adéquation de l'élève aux normes scolaires et de tenter de comprendre

42 On trouve dans Magnin (1997) une description très minutieuse des débats du Grand Conseil genevois de cette période.

43 Voir à ce propos les débats qui ont lieu, à cette période, dans le cadre du Bureau international d'éducation.

son éventuelle inadéquation en faisant la part entre les causes d'ordre psychologique, pédagogique, voire social. Institutionnellement, cette différenciation des fonctions se concrétisera par le fait que l'orientation scolaire sera placée, à la fin des années 50, sous la dépendance du Département de l'instruction publique et l'orientation professionnelle sous celle du Département de l'industrie et du commerce.

Il ne semblerait pas qu'on trouve pareille tendance du côté suisse alémanique, où d'ailleurs la psychologie est encore très peu développée et les sciences de l'éducation quasi inexistantes. En ce qui concerne l'Institut de psychotechnique, il n'intervient pas du tout dans le domaine scolaire durant la période considérée et se cantonne, outre à rendre différents services à l'industrie, à prendre en charge une partie de l'orientation professionnelle que lui adresse les services officiels et à contribuer significativement à la formation des orienteurs lors des cours, séminaires et conférences (Böhny, 1949). Ces tendances correspondent pour l'essentiel à ce qui se passe en Allemagne, ce qui n'est guère étonnant, étant donné la similitude des systèmes de formation professionnelle, duaux et extérieurs à l'école. L'orientation professionnelle gère pour l'essentiel un problème de transition (voir Böhny, 1949; Heiniger, 2003). Toute autre est la situation en France où, comme le dit Eckert (1993, p. 269) «l'orientation devient scolaire». Cette évolution s'explique, d'une part, par la constitution d'un système éducatif où la formation professionnelle est de plus en plus incluse dans l'éducation nationale. D'autre part, elle résulte des tentatives politiques de démocratisation du système scolaire à l'œuvre dès la fin de la Première Guerre mondiale. L'évolution est de ce point de vue semblable à Genève où c'est également le projet de démocratisation des études qui conduit à différencier, à l'intérieur de l'orientation professionnelle, qui reste dominante à cause du système dual d'apprentissage, une orientation scolaire à l'intérieur même de l'école.

L'OS qui se différencie de l'OP comme un domaine pratique à part est ainsi pour l'essentiel fille de tentatives de démocratisation des études, tentatives qui prennent leurs racines dans les années 20 déjà, et qui se poursuivent ici sous une autre forme. L'idée d'orientation avec son double volet d'adaptation à une offre de travail de l'individu d'une part, et de choix d'une profession et d'une formation adaptée à l'individu d'autre part, a aussi généré la possibilité de tenter une meilleure régulation du système scolaire où chacun doit trouver sa voie, indépendamment des déterminismes socioéconomiques.

UNE LENTE PROGRESSION SOUS LA DOMINANCE DE BESOINS ÉCONOMIQUES

La nouvelle profession de conseiller de profession naît directement de besoins sociaux liés d'une part à la généralisation de la scolarisation et à l'extension du système scolaire, d'autre part à des difficultés de recrutement, de sélection et de régulation de la main d'œuvre suite à la disparition des canaux traditionnels et d'une certaine différenciation des métiers. Cette profession est directement issue du système scolaire et est d'ailleurs assumée, pour l'essentiel, par des professionnels de ce système. Activité accessoire et pendant longtemps peu stabilisée et institutionnalisée, elle se développe pour l'essentiel selon les principes de la transmission d'expérience à l'intérieur même de la profession, par sa propre organisation. Aucun lieu de formation n'est créé sauf ceux mis sur pied par les milieux professionnels et associatifs. Ce n'est que sous la pression de la demande sociale que la profession devient activité principale et que des normes minimales de formation sont instaurées par l'association professionnelle, toujours sans qu'il y ait une institution spécialisée de formation; mais les revendications pour une telle institution se font davantage entendre; et la dynamique même de la professionnalisation impose de nouvelles structures d'organisation.

La même fonction d'orientation professionnelle est cependant aussi assumée selon un tout autre modèle, celui de l'Institut des sciences de l'éducation: dans le cadre de sciences de l'éducation sous forme d'une policlinique, lieu de recherche et de formation à la fois, exercé par des professionnels spécialisés. Ce modèle reste unique en Suisse et il restera marginal à Genève où d'autres organismes sont mis en place, soit privés, soit publics, et pour lesquels le modèle universitaire ne joue guère de rôle essentiel, ni au niveau des méthodes, ni pour le recrutement du personnel. Pourtant, au début, une fonction de pionnier est reconnue à l'ISE qui joue un rôle décisif dans la mise en rapport entre la profession naissante et les approches universitaires de l'OP. Très rapidement, il perd du terrain, peu préparé à la concurrence, attaché à des principes de rigueur, d'exigences scientifiques et de formation de haut niveau, peu intégré dans les réseaux économiques qui sont apparus décisifs dans le domaine de l'OP et peu soutenu par les autorités locales.

C'est donc finalement une sorte de structure intermédiaire qui apportera l'essentiel de la contribution théorique et technique à la profession:

conception d'une démarche fondée principalement sur l'intuition, la description des professions et enfin tests simples à mettre en œuvre. Cette structure a certes ses racines dans la psychologie appliquée à la rationalisation du travail, mais se développe pour l'essentiel en dehors du giron académique, sans activité de recherche, grâce surtout à ses activités lucratives dans le domaine de l'organisation du travail et de sélection du personnel pour des entreprises. Sa stratégie d'expansion lui assure une présence à de nombreux endroits à travers un réseau d'instituts et une reconnaissance importante dans les milieux économiques. Elle n'a par contre aucun lien avec l'éducation. C'est donc une structure loin des disciplines scientifiques et du système éducatif, ancrée dans le domaine économique, qui fonctionne comme principal lieu de théorisation et systématisation de l'OP en Suisse. Les raisons de cette évolution sont multiples et complexes, mais trois d'entre elles semblent être dominantes:

- le faible niveau de formation des orienteurs et le caractère accessoire de leur activité qui ne permet pas un véritable approfondissement;
- la forte orientation de l'OP vers l'économie et ses besoins dans un système de formation professionnelle prise en charge et organisée pour l'essentiel par l'économie;
- la transformation du système scolaire, sa complexification et les tendances à la démocratisation qui feront apparaître et systématiseront à un certain moment une forme d'orientation qui existe déjà auparavant, mais de manière marginale sous forme d'orientation pour les carrières libérales à l'intérieur du système: l'orientation scolaire. L'Institut trouve ici un nouveau champ d'action qui commence à se développer à partir de 1946.